

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 536

[C – 2012/29030]

20 DECEMBRE 2011. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et à l'Enseignement de promotion sociale, au financement des institutions universitaires et des Hautes Ecoles, aux aides aux institutions universitaires, aux organismes d'intérêt public et au sport

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les points 9, 20 et 21 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau joint en annexe 1^{re} du présent décret.

§ 2. Un point 63 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau repris à l'annexe 2 du présent décret.

TITRE II. — Dispositions relatives à la culture

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

Art. 2. L'article 49 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des Fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations de Centres d'expression et de créativité et des Centres d'expression et de créativité est remplacé par la disposition suivante:

« Les Centres d'expression et de créativité, les Fédérations de Centres d'expression et de créativité et les Fédérations de pratiques artistiques en amateur bénéficiant pour la première fois en 2009 de la subvention supplémentaire à l'emploi visée aux articles 30, 2^o, 31, 2^o et 32, 2^o, disposent d'une période transitoire de cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 2009, pour appliquer l'article 13, alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Dans le cadre de la période transitoire visée à l'alinéa 1^{er}, et faute de convention collective au sein de la sous-commission paritaire n^o 329.02, pour les emplois subventionnés en application des articles 30, 2^o, 31, 2^o et 32, 2^o, les associations sont tenues d'appliquer en 2012 et en 2013, un minimum de 87 % des barèmes à 100 % tels que repris à l'annexe 2 de la convention collective du 16 septembre 2002, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion socioprofessionnelle, les Centres régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de Réadaptation professionnelle agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Cette dérogation ne s'applique que dans l'hypothèse où le montant de la subvention susvisée, ajouté à la rémunération du personnel concerné, serait insuffisant pour atteindre les barèmes visés à l'article 13 alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. »

Art. 3. L'alinéa 3 de l'article 51 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des Fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations de Centres d'expression et de créativité et des Centres d'expression et de créativité est remplacé par la disposition suivante :

« Les Centres d'Expression et de Créativité qui ne seront pas reconnus en vertu du présent décret perdront le bénéfice de leurs subventions au 1^{er} janvier 2016. »

TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux internats*

Art. 4. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal n^o 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, tel que modifié, l'année « 2012 » est remplacée par l'année « 2013 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel*

Art. 5. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o) 9.192.000 euros pour 2012; ».

TITRE IV. — Dispositions relatives au financement des institutions universitaires et des Hautes écoles

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 6. Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 11 janvier 2008, 28 novembre 2008, 19 février 2009, 17 décembre 2009 et 15 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 107.153.489 euros » sont remplacés par les mots « 107.725.882 euros »;

2^o dans le § 2, les mots « 323.326.158 euros » sont remplacés par les mots « 325.043.339 euros ».

Art. 7. Dans l'article 35^{ter}, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 15 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point 2^o, les mots « 3.018.235 euros » sont remplacés par les mots « 3.028.279 euros »;

2^o au point 3^o, les mots « 2.477.551 euros » sont remplacés par les mots « 2.487.381 euros ».

Art. 8. Dans l'article 35^{quater}, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 15 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point 2^o, les mots « 2.351.741 euros » sont remplacés par les mots « 2.359.434 euros »;

2^o au point 3^o, les mots « 3.028.965 euros » sont remplacés par les mots « 3.038.795 euros ».

Art. 9. Dans l'article 35^{quinqies}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 15 décembre 2010, les mots « 2.265.497 euros » sont remplacés par les mots « 2.272.977 euros ».

Art. 10. Dans l'article 35^{sexies}, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 15 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point 2^o, les mots « 2.599.217 euros » sont remplacés par les mots « 2.607.866 euros »;

2^o au point 3^o, les mots « 2.402.231 euros » sont remplacés par les mots « 2.411.746 euros ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 11. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, les mots « 282.493.063 euros » sont remplacés par les mots « 283.741.389 euros ».

Art. 12. Dans l'article 14 du même décret, l'alinéa 7 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2012, un montant annuel (MA) de 250.000 EUR est destiné à la recherche appliquée menée dans les Hautes Ecoles. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. Si F est le nombre de projets FIRST HE financés par la Région wallonne et S le nombre de projets SPIN-OFF IN BRUSSELS financés par la Région de Bruxelles-Capitale, à la partie forfaitaire de chaque Haute École est ajouté un montant MA/(F+S) pour chaque projet obtenu par celle-ci. Elle affecte intégralement ce montant au remplacement, dans leur(s) charge(s) de cours, du(des) membre(s) du personnel désigné(s) promoteur(s) des projets de recherche. »

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux aides aux institutions universitaires*

Art. 13. A l'article 49, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités sont apportées les modifications suivantes :

- à l'alinéa 2, les termes « et 2010–2011 » sont remplacés par les termes « , 2010–2011 et 2011–2012 »;

- à l'alinéa 3, les termes « et 2010–2011 » sont remplacés par les termes « , 2010–2011 et 2011–2012 ».

Art. 14. § 1^{er}. Un montant de 3.200.000 EUR est destiné à fournir une aide exceptionnelle aux institutions universitaires organisant le premier cycle en médecine et dentisterie. Ce montant est réparti entre les institutions universitaires en fonction de l'accroissement du nombre d'étudiants inscrits à ces premiers cycles entre l'année académique 2008-2009 et l'année académique 2010-2011.

§ 2. Un montant de 300.000 EUR est destiné à la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Liège en soutien à l'organisation du deuxième cycle d'études de médecine vétérinaire.

TITRE V. — Dispositions relatives aux organismes d'intérêt public

Art. 15. Dans le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 15 est rétabli dans la formulation suivante :

« Article 15, § 1^{er} - L'Entreprise publique est tenue de confier tous ses comptes financiers et tous les placements auprès du caissier de la Communauté française. L'Entreprise publique dispose de ses comptes financiers dans le respect de son autonomie.

§ 2. - L'Entreprise publique confie au caissier l'exécution matérielle de ses opérations de recettes et dépenses et la tenue de tous ses comptes financiers selon les conditions définies par le « contrat de Caissier » qui lie la Communauté française et son caissier.

La nomenclature des comptes financiers déjà ouverts par l'Entreprise publique auprès du caissier n'est pas modifiée.

§ 3. - Le caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Communauté française et des comptes de l'Entreprise publique. Cet état global est géré par la Direction de la Dette du Ministère de la Communauté française. Les comptes financiers de l'Entreprise publique dans l'état global ne lui portent pas d'intérêt créditeur et/ou débiteur au bénéfice de l'Entreprise publique.

§ 4. - Sauf dérogation motivée accordée par le Gouvernement, l'Entreprise publique n'est pas autorisée à contracter une ligne de crédit sur son compte courant. »

TITRE VI.— Dispositions relatives au sport

Art. 16. A l'article 15, alinéa 1^{er} du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, les mots « à l'article 20 » sont remplacés par les mots « à l'article 19 ».

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012, à l'exception de l'article 15 qui produit ses effets le 9 avril 2003.

Annexe 1^{re}

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
9. Fonds des infrastructures culturelles (A)	Intervention de l'Union européenne dans le cadre des fonds structurels européens — Objectif I Hainaut Récupération d'indus suite à un litige	Achat de terrains, de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement des infrastructures culturelles
20. Fonds des Centres de Lecture publique de la Communauté française, de la Bibliothèque publique centrale de la Communauté française et du Service général des Lettres et du Livre (C)	Perception de droits d'inscription, de taxes, de prêts et d'amendes pour perte ou retard. Interventions communales dans la gestion de services publics de la Lecture. Perception des produits de ventes de biens ou de services (éditions, formations, recyclage professionnel, aide-services, catalogues collectifs ou toutes initiatives répondant aux missions d'opérateur d'appui du Service général des Lettres et du Livre).	Achat de documents divers, de biens et de services utiles à l'accomplissement des missions dévolues à ces services (publication, formation, recherche, promotion de la lecture, diffusion littéraire, actions de coordination,...).
21. Fonds de l'édition du livre (B)	Remboursements de prêts accordés par la Communauté française à des éditeurs	Octroi de prêts à des éditeurs en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988; subsides et achats dans le cadre du développement numérique de la chaîne du livre.

Annexe 2

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
63. Fonds des prêts aux services agréés de l'Aide à la jeunesse et aux organismes agréés d'adoption (B)	Remboursements de prêts des services agréés de l'aide à la jeunesse et des organismes agréés d'adoption	Octroi de prêts aux services agréés de l'aide à la jeunesse et aux organismes agréés d'adoption

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 20 décembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

Note

Session 2011-2012

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 290-1. — Avis des Commissions, n° 290-2 à n° 290-5. — Amendements de commission, n° 290-6. — Rapport, n° 290-7. — Amendement de séance, n° 290-8.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 19 décembre 2011. — Reprise de la discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 536

[C — 2012/29030]

20 DECEMBER 2011. — **Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Cultuur, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie, de financiering van de universitaire instellingen en de Hogescholen, de hulpverlening aan de universitaire instellingen, de instellingen van openbaar nut en de sport**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen
vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap**

Artikel 1. § 1. De punten 9, 20 en 21 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden gewijzigd volgens de tabel opgenomen in bijlage 1 van dit decreet.

§ 2. Er wordt een punt 63 toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap volgens de tabel opgenomen in bijlage 2 van dit decreet.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de cultuur

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit.

Art. 2. Artikel 49 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, wordt vervangen als volgt :

« De centra voor expressie en creativiteit, de federaties van centra voor expressie en creativiteit en de federaties voor amateuristische kunstbeoefening die voor de eerste keer in 2009 de bijkomende subsidie voor tewerkstelling bedoeld in de artikelen 30, 2°; 31, 2° en 32, 2° genieten, beschikken over een overgangperiode van vijf jaar, te rekenen vanaf 1 januari 2009, om artikel 13, tweede lid, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap toe te passen.

In het kader van de overgangperiode bedoeld in het eerste lid en bij gebrek aan de collectieve overeenkomst binnen de paritaire subcommissie nr. 329.02, voor de betrekkingen gesubsidieerd met toepassing van de artikelen 30, 2°, 31, 2° en 32, 2°, zijn de verenigingen ertoe gehouden in 2012 en in 2013 een minimum van 87 % van de barema's aan 100 % toe te passen, zoals opgenomen in bijlage 2 van de collectieve overeenkomst van 16 september 2002, afgesloten binnen de Paritaire commissie voor de socio-culturele sector waarbij de rangschikking van de ambten en de bezoldigingsvoorwaarden bepaald wordt voor de sectoren van de Paritaire commissie voor de socio-culturele sector afhankelijk van het Waals Gewest : Leerwerkbedrijven, Instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, Gewestelijke opdrachten voor arbeidsbemiddeling en de centra voor beroepsopleiding en/of -readaptatie erkend door het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

Die afwijking is alleen van toepassing als het bedrag van de bovenvermelde subsidie, opgeteld bij de bezoldiging van het betrokken personeel, onvoldoende zou zijn om de barema's bedoeld in artikel 13, tweede lid van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap te bereiken. »

Art. 3. Het derde lid van artikel 51 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, wordt vervangen als volgt :

« De centra voor expressie en creativiteit die niet erkend zullen zijn krachtens dit decreet, zullen hun subsidies vanaf 1 januari 2016 niet meer genieten. »

TITEL III. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de internaten.

Art. 4. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd, wordt het jaar « 2012 » vervangen door het jaar « 2013 ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende het technisch en beroepsonderwijs.

Art. 5. In artikel 4, § 1, tweede lid, van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° 9.192.000 euro voor 2012; ».

TITEL IV. — Bepalingen betreffende de financiering van de universitaire instellingen en hogescholen**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

Art. 6. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals vervangen bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006, 11 januari 2008, 28 november 2008, 19 februari 2009, 17 december 2009 en 15 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « 107.153.489 euro » vervangen door de woorden « 107.725.882 euro » ;
2° in § 2 worden de woorden « 323.326.158 euro » vervangen door de woorden « 325.043.339 euro » .

Art. 7. In artikel 35^{ter}, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt 2° worden de woorden « 3.018.235 euro » vervangen door de woorden « 3.028.279 euro » ;
2° onder punt 3° worden de woorden « 2.477.551 euro » vervangen door de woorden « 2.487.381 euro » .

Art. 8. In artikel 35^{quater}, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt 2° worden de woorden « 2.351.741 euro » vervangen door de woorden « 2.359.434 euro » ;
2° onder punt 3° worden de woorden « 3.028.965 euro » vervangen door de woorden « 3.038.795 euro » .

Art. 9. In artikel 35^{quinquies}, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2010, worden de woorden « 2.265.497 euro » vervangen door de woorden « 2.272.977 euro » .

Art. 10. In artikel 35^{sexies}, eerste lid, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt 2° worden de woorden « 2.599.217 euro » vervangen door de woorden « 2.607.866 euro » ;
2° onder punt 3° worden de woorden « 2.402.231 euro » vervangen door de woorden « 2.411.746 euro » .

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 11. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 282.493.063 euro » vervangen door de woorden « 283.741.389 euro » .

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt het zevende lid vervangen als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een jaarlijks bedrag (JB) van 250.000 EUR bestemd voor het toegepaste onderzoek dat gevoerd wordt in de Hogescholen. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar. Indien F het aantal projecten FIRST HS gefinancierd door het Waals Gewest is en S het aantal projecten SPIN-OFF IN BRUSSELS gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dan wordt aan het forfaitaire gedeelte van elke Hogeschool een bedrag JB (F+S) toegevoegd voor elk door haar behaald project. Ze bestemt dit bedrag integraal voor het vervangen in haar cursusopdracht van het (de) personeelslid (leden) aangewezen als promotor van het onderzoeksproject. »

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de hulpverlening aan universitaire instellingen.

Art. 13. In artikel 49, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het tweede lid worden de woorden « en 2010-2011 » vervangen door de woorden « , 2010-2011 en 2011-2012 » ;
— in het derde lid worden de woorden « en 2010-2011 » vervangen door de woorden « , 2010-2011 en 2011-2012 » .

Art. 14. § 1. Een bedrag van 3.200.000 EUR wordt bestemd om uitzonderlijke hulp te verlenen aan de universitaire instellingen die de eerste cyclus in de geneeskunde en de tandheelkunde organiseren. Dit bedrag wordt verdeeld onder de universitaire instellingen naargelang van de toename van het aantal studenten ingeschreven voor deze eerste cyclussen tussen het academiejaar 2008-2009 en het academiejaar 2010-2011.

§ 2. Een bedrag van 300.000 EUR wordt bestemd voor de Faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit de Liège om de organisatie van de tweede studiecycclus van de diergeneeskunde te ondersteunen.

TITEL V. — Bepalingen betreffende de instellingen van openbaar nut

Art. 15. In het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt artikel 15 hersteld als volgt :

« Art. 15, § 1. Het Overheidsbedrijf is ertoe gehouden om al haar financiële rekeningen en alle beleggingen toe te vertrouwen aan de kashouder van de Franse Gemeenschap. Het Overheidsbedrijf beschikt over haar financiële rekeningen waarbij haar autonomie gewaarborgd wordt.

§ 2. Het Overheidsbedrijf belast de kashouder met de materiële uitvoering van haar ontvangst- en uitgavenverrichtingen en met het houden van al haar financiële rekeningen volgens de voorwaarden bepaald door het « contract van de Kashouder » dat de Franse Gemeenschap en haar kashouder bindt.

De nomenclatuur van de financiële rekeningen die het Overheidsbedrijf geopend heeft bij de kashouder, wordt niet gewijzigd.

§ 3. De kashouder bepaalt de globale stand, dat wil zeggen de nettostand van de thesaurie, zoals bepaald op grond van het geheel van de saldo's van alle rekeningen van de Franse Gemeenschap en van het Overheidsbedrijf. Deze globale stand wordt beheerd door de Directie Schuld van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De financiële rekeningen van het Overheidsbedrijf die in de globale stand opgenomen worden, dragen geen credit- of debetrente ten overstaan van het Overheidsbedrijf.

§ 4. Behoudens met redenen omklede afwijking die door de Regering wordt toegestaan, is het Overheidsbedrijf niet gemachtigd om een kredietlijn te openen op haar lopende rekening. »

TITEL VI. — Bepalingen betreffende de sport

Art. 16. In artikel 15, eerste lid, van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, worden de woorden « in artikel 20 » vervangen door de woorden « in artikel 19 ».

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2012, met uitzondering van artikel 15 dat uitwerking heeft met ingang van 9 april 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 290-1. — Commissieadviezen, nr. 290-2 tot nr. 290-5. — Commissieamendementen, nr. 290-6. — Verslag nr. 290-7. — Vergaderingamendementen, nr. 290-8.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 19 december 2011. — Hervatting van de bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 537

[C – 2012/29031]

**15 DECEMBRE 2011. — Arrêté ministériel
établissant la liste des produits et méthodes interdites pour l'année 2012**

Le Ministre des Sports de la Communauté française ayant en charge la lutte contre le dopage dans ses attributions,

Vu le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 décembre 2011 portant exécution du décret relatif à la lutte contre le dopage, notamment l'article 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes;

Considérant que l'article 7 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage impose au Gouvernement d'arrêter dans les trois mois de son adoption par l'AMA la liste des interdictions et ses mises à jour;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 décembre 2011 portant exécution du décret relatif à la lutte contre le dopage, habilite, en son article 2, le Ministre ayant en charge la lutte contre le dopage dans ses attributions à adopter cette liste;

Considérant que le standard international relatif à la liste des interdictions pour l'année 2012 a été adopté par le comité exécutif de l'Agence mondiale antidopage le 17 septembre 2011 et doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012;

Considérant, par conséquent, que l'urgence est motivée par le fait que le présent arrêté ministériel doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012 afin de garantir tant la sécurité juridique que la parfaite information des sportifs au sujet des produits et méthodes considérés comme produits dopants et, par conséquent, interdits à partir du 1^{er} janvier 2012;

Vu l'avis 50.718/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables,

Arrête :

Article 1^{er}. La liste des produits et méthodes interdites visé à l'article 7 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Bruxelles, le 15 décembre 2011.

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE